



**ALAIN LAMBERT**  
ANCIEN MINISTRE DÉLÉGUÉ AU BUDGET ET À LA RÉFORME  
DE L'ÉTAT, SÉNATEUR DE L'ORNE

**DIDIER MIGAUD**  
DÉPUTÉ DE L'ISÈRE, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION  
DES FINANCES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Politique et communication... voilà un couple qui fait beaucoup fantasmer ! Lorsque les médias abordent le sujet, on n'est jamais loin du cliché de l'homme politique obsédé par sa seule image ou de la marionnette manipulée par des gourous de la communication dont l'influence n'aurait d'égale que le cynisme. Comme si communiquer était toujours un moyen de détourner de l'attention ou de masquer l'absence d'action. Comme s'il fallait choisir entre ne rien faire à grand bruit ou agir en silence. Notre expérience de responsables politiques nous montre au contraire que la communication peut servir l'action politique pour peu qu'elle reste un moyen et ne devienne pas une fin.

Les dirigeants politiques d'aujourd'hui ne se contentent plus de l'onction électorale une fois tous les 5-6 ans pour prendre ensuite seuls dans leurs bureaux des décisions majeures pour la vie de leurs concitoyens. À l'ère de la participation permanente, l'une des qualités essentielles

du responsable public est de savoir construire un dialogue en vérité et dans la durée avec les Français et leurs représentants ; pour écouter avant de décider, pour expliquer en avançant, pour rendre compte après l'action. Dans cette logique, la communication n'est pas l'ennemi d'une politique de fond. Elle devient un levier au service de l'action, particulièrement lorsqu'il s'agit de réformer.

C'est dans cet esprit que nous avons eu à cœur de communiquer sur la réforme budgétaire ces dernières années. Il en a fallu de l'écoute et de la pédagogie pour faire voter la LOLF avec un consensus droite-gauche historique. Et nous ne nous sommes pas contentés de ce vote... Depuis le 1<sup>er</sup> août 2001, nous suivons sa mise en œuvre avec vigilance en recourant aux moyens de communication modestes dont nous pouvons disposer en tant que parlementaires. Nous nous déplaçons régulièrement sur le terrain en expliquant sans cesse cette réforme aux agents de

l'État, dans les médias, dans les colloques, sur internet... Nous ne comptons plus nos interventions communes sur le sujet. Pourquoi ? Pas pour faire du bruit, pas même pour que la LOLF ne soit plus confondue avec le LOFT... mais parce que nous voulons rendre visible le changement et les éventuels blocages, parce que nous

les journalistes français ne sont pas aussi prompts que leurs collègues suédois pour relayer très largement vers l'opinion publique le travail de contrôle des parlementaires. Mais il finit par payer. Depuis 6 ans, avec la LOLF, nous avons fait le pari d'une communication qui mise sur l'intelligence des différents publics, qui favorise les

**“ Nous avons fait le pari d'une communication qui mise sur l'intelligence des différents publics. ”**

voulons encourager ceux qui prennent des risques et mettre en garde quand nous percevons des freins. Cet exercice de service après-vente n'est pas courant venant de parlementaires, surtout pour une loi aux apparences très techniques. Il n'est pas évident alors que

échanges et qui rend compte quelle que soit la teneur des résultats. Cette communication fondée sur le respect de l'autre peut paraître parfois trop discrète... mais, en dépit de nos moyens limités, nous constatons chaque jour combien elle fait avancer les choses. C'est l'essentiel.